

Chambre des Représentants

SESSION 1960-1961.

6 JANVIER 1961.

PROJET DE LOI

d'expansion économique, de progrès social
et de redressement financier.

Titre II. — Emploi et Travail.

RAPPORT COMPLEMENTAIRE

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL (1)

PAR M. BEHOGNE.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission s'est réunie ce vendredi 6 janvier 1961 pour procéder à l'examen des amendements introduits après le dépôt du rapport (document 649/30).

Art. 9.

Un amendement de M. Deruelles vise à supprimer dans les attributions de l'Office National de l'Emploi, celles qui se rapportent aux handicapés.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. De Paepe.

A. — Membres : MM. Barbeaux, Behogne, Bertrand, Bode, Claeys, Debucquoy, Lebas, Peeters (Lode), Pêtre, Van den Daele, Verhenne, Willot. — Deconinck, Dedoyard, De Keuleneir, Deruelles, M^{me} Fontaine-Borguet, MM. Hicquet, Major, Namèche, Van Acker (A.). — D'haeseleer, Martens.

B. — Suppléants : MM. Décarpentrie, De Mey, M^{me} De Riemaecker-Legot, MM. Duvivier, Tanghe, Wirix. — Brouhon, Castel, M^{me} Copée-Gerbinet, MM. Demets, Leburton. — Cornet.

Voir :

649 (1959-1960) :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 4, 12 et 20 : Amendements.
- N° 30 : Rapport.
- N° 31 : Texte adopté par les Commissions.
- N° 32, 48 et 49 : Amendements.

Kamer der Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1960-1961.

6 JANUARI 1961.

WETSONTWERP

voor economische expansie, sociale vooruitgang
en financieel herstel.

Titel II. — Tewerkstelling en Arbeid.

AANVULLEND VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE ARBEID
EN DE TEWERKSTELLING (1), UITGEBRACHT

DOOR DE HEER BEHOGNE.

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie vergaderde op vrijdag 6 januari 1961, om de amendementen die na de indiening van het verslag (stuk 649/30) werden voorgesteld, te bespreken.

Art. 9.

Een amendement van de heer Deruelles, dat ertoe strekt de bevoegdheid betreffende de minder-validen te onttrekken aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer De Paepe.

A. — Leden : de heren Barbeaux, Behogne, Bertrand, Bode, Claeys, Debucquoy, Lebas, Peeters (Lode), Pêtre, Van den Daele, Verhenne, Willot. — Deconinck, Dedoyard, De Keuleneir, Deruelles, Mevr. Fontaine-Borguet, de heren Hicquet, Major, Namèche, Van Acker (A.). — D'haeseleer, Martens.

B. — Plaatsvervangers : de heren Décarpentrie, De Mey, Mevr. De Riemaecker-Legot, de heren Duvivier, Tanghe, Wirix. — Brouhon, Castel, Mevr. Copée-Gerbinet, de heren Demets, Leburton. — Cornet.

Zie :

649 (1959-1960) :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N° 4, 12 en 20 : Amendementen.
- N° 30 : Verslag.
- N° 31 : Tekst aangenomen door de Commissies.
- N° 32, 48 en 49 : Amendementen.

Le Ministre demande que cet amendement soit repoussé car il estime qu'il est indispensable d'assurer une coordination très étroite entre le Fonds des Handicapés et l'Office National de l'Emploi si l'on veut obtenir que les activités prévues par la loi du 28 avril 1958 atteignent un rendement suffisant.

Un membre trouve superflu de développer à nouveau les raisons qui ont motivé le dépôt de cet amendement puisque la discussion antérieure a été suffisamment explicite.

Mis aux voix cet amendement est rejeté par 12 voix contre 4.

Art. 10.

1°) Amendement du Gouvernement.

Le Ministre expose que cet amendement ne modifie en rien le fond de l'article 10, mais qu'il s'agit d'apporter plus de clarté dans la rédaction de cet article.

Cet amendement est adopté par 13 voix contre 4.

2°) Amendement de M. Deruelles, tendant à supprimer cet article.

Mis aux voix, cet amendement est repoussé par 13 voix contre 4.

Art. 11.

1°) Amendement du Gouvernement.

Le Ministre attire l'attention sur le fait que cet amendement est inspiré par le souci d'une meilleure formulation de l'article 11; l'objet de celui-ci consiste à donner au Roi le pouvoir de prendre les mesures requises aux fins d'assurer la coordination de la loi du 28 avril 1958 avec le présent projet.

Cet amendement est adopté par 13 voix contre 4.

2°) Amendement de M. Deruelles, tendant à supprimer cet article.

Mis aux voix l'amendement est repoussé par 13 voix contre 4.

Art. 12.

M. Deruelles a également déposé un amendement visant à supprimer cet article.

Mis aux voix, l'amendement est repoussé par 13 voix contre 4.

Art. 14.

Un amendement de M. Deruelles tend à remplacer, à la 2^{me} ligne de cet article les mots « toutes les » par les mots « connaître des ».

Le Ministre constate que cet amendement ne modifie en rien le fond de cet article, mais que le Gouvernement ne s'oppose pas à son adoption.

Mis aux voix, l'amendement est adopté à l'unanimité.

Art. 16.

1°) Amendement du Gouvernement.

Le Ministre fait valoir que dans sa nouvelle rédaction l'article 16 dispose que toute intervention sur le marché de l'emploi est entourée des garanties suivantes :

De Minister verzoekt de Commissie dit amendement te verwerpen, omdat het naar zijn mening volstrekt noodzakelijk is een zeer nauwe coördinatie tussen het Fonds voor de minder-validen en de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening tot stand te brengen, zo men wil dat de bij de wet van 28 april 1958 bedoelde activiteiten voldoende resultaten opleveren.

Een lid vindt het overbodig nogmaals de redenen uiteen te zetten waarom dit amendement werd ingediend, daar de vorige bespreking breedvoerig genoeg is geweest.

Het amendement wordt in stemming gebracht en met 12 tegen 4 stemmen verworpen.

Art. 10.

1°) Amendement van de Regering.

De Minister betoogt dat met dit amendement niets wordt gewijzigd aan de grond van artikel 10, maar dat het alleen de bedoeling is de redactie van dit artikel duidelijker te maken.

Dit amendement wordt aangenomen met 13 tegen 4 stemmen.

2°) Amendement van de heer Deruelles om dit artikel weg te laten.

Bij de stemming wordt het amendement met 13 tegen 4 stemmen verworpen.

Art. 11.

1°) Amendement van de Regering.

De Minister vestigt er de aandacht op dat dit amendement is ingegeven door het verlangen om een betere formulering te geven aan artikel 11, hetwelk ten doel heeft de Koning de macht te verlenen om de nodige maatregelen te treffen ten einde de wet van 28 april 1958 te coördineren met dit ontwerp.

Het amendement wordt aangenomen met 13 tegen 4 stemmen.

2°) Amendement van de heer Deruelles om dit artikel weg te laten.

Bij de stemming wordt dit amendement verworpen met 13 tegen 4 stemmen.

Art. 12.

De heer Deruelles heeft ook een amendement voorgesteld, dat ertoe strekt dit artikel weg te laten.

Het amendement wordt met 13 tegen 4 stemmen verworpen.

Art. 14.

Een amendement van de heer Deruelles strekt ertoe, op de tweede regel van dit artikel, het woord « alle » te vervangen door « om kennis te nemen van de ».

De Minister constateert dat dit amendement niets wijzigd aan de grond van het artikel, maar dat de Regering zich niet verzet tegen de goedkeuring ervan.

Bij de stemming wordt het amendement eenparig goedgekeurd.

Art. 16.

1°) Amendement van de Regering.

De Minister betoogt dat in de nieuwe redactie van artikel 16 wordt bepaald dat elke tussenkomst op de arbeidsmarkt de volgende waarborgen insluit :

a) l'intervention doit être motivée par référence aux conditions du marché de l'emploi;

b) l'arrêté royal qui en décide doit être délibéré en Conseil des Ministres, ce qui était déjà prévu dans le texte initial.

Un membre craint que la modification proposée ait pour effet de rendre moins efficace la disposition dont il s'agit et au sujet de laquelle le Ministre avait déclaré qu'il en avait besoin pour réprimer certains abus commis par des employeurs.

A cela, le Ministre répond que, contrairement à l'opinion de l'honorable membre, la nouvelle rédaction n'aura pas les effets qu'il redoute. En effet, il appartiendra au pouvoir exécutif d'apprécier les conditions du marché de l'emploi et rien ne l'empêchera de prendre, si le besoin s'en fait sentir, les mesures nécessaires. Mis aux voix l'amendement est adopté par 13 voix et 4 abstentions.

2°) M. Deruelles a présenté un amendement qui tend à remplacer dans la première ligne des 1^{er} et 2^{me} alinéas, chaque fois le mot « peut » par le mot « doit ».

Le Ministre fait valoir qu'il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement de soumettre le fonctionnement du marché de l'emploi à une réglementation générale ce qui serait d'ailleurs nuisible au développement de l'emploi. Toutefois, il convient de permettre au Gouvernement d'agir par voie de réglementation si, après avoir épuisé les possibilités de négociations et avoir offert son assistance, il se heurte à des résistances injustifiées. Il demande dès lors à la Commission de rejeter l'amendement de M. Deruelles.

Mis aux voix, celui-ci est repoussé par 13 voix contre 4.

Art. 19.

Amendement du Gouvernement : après que le Ministre eut précisé que cet amendement a pour seul but de préciser que les peines prévues à l'article 19 ne sanctionnent que les infractions commises à l'égard des dispositions des articles 16 et 17 du projet de loi, l'amendement est adopté à l'unanimité.

Art. 22.

1°) Amendement du Gouvernement : il s'agit d'un amendement inspiré par un souci de clarté. Il est adopté à l'unanimité.

2°) Amendement de M. Deruelles.
Cet amendement est retiré.

3°) Amendement de M. Verhenne.
Cet amendement est retiré après que son auteur eut déclaré que la modification qu'il préconise pourrait donner lieu à des difficultés d'application.

Art. 28.

Amendement du Gouvernement.
Cet amendement est adopté à l'unanimité.

a) de tussenkomst moet gemotiveerd worden met verwijzing naar de voorwaarden van de arbeidsmarkt;

b) over het koninklijk besluit, dat de beslissing inhoudt, moet in Ministerraad overleg worden gepleegd; dit was reeds bepaald in de oorspronkelijke tekst.

Een ander lid spreekt de vrees uit dat de voorgestelde wijziging de uitwerking zal verzwakken van de bedoelde bepaling, die de Minister, naar hij heeft verklaard, nodig heeft om zekere misbruiken van de werknemers te beteugelen.

De Minister antwoordt hierop dat, in tegenstelling met wat het lid vreest, de nieuwe redactie geen nadelige gevolgen zal hebben. Het zal immers de taak van de Uitvoerende Macht zijn te oordelen over de toestand van de arbeidsmarkt, en niets zal er haar beletten de maatregelen te nemen die nodig mochten blijken.

Dit amendement wordt aangenomen met 13 stemmen en 4 onthoudingen.

2°) De heer Deruelles heeft een amendement voorgesteld, dat ertoe strekt op de eerste regel van de paragrafen 1 en 2 telkens het woord « kan » te vervangen door « moet ».

De Minister betoogt dat het niet in de bedoeling van de Regering ligt de arbeidsmarkt te onderwerpen aan een algemene reglementering, een maatregel die trouwens de ontwikkeling van de tewerkstelling zou kunnen hinderen.

De Regering moet echter kunnen optreden aan de hand van een reglementering, voor het geval dat ze, na alle mogelijkheden van onderhandeling te hebben uitgeput en haar bemiddeling te hebben aangeboden, op een niet gerechtvaardigde weerstand mocht stuiten. Dientengevolge verzoekt hij de Commissie het amendement van de heer Deruelles te verwerpen.

Het amendement wordt met 13 tegen 4 stemmen verworpen.

Art. 19.

Amendement van de Regering. Nadat de Minister heeft verklaard dat dit amendement er alleen toe strekt vast te stellen dat de straffen bedoeld in artikel 19 slechts gelden voor de overtredingen begaan t.o.v. het bepaalde in de artikelen 16 en 17 van het wetsontwerp, wordt het amendement eenparig aangenomen.

Art. 22.

1°) Amendement van de Regering. Het geldt hier een amendement dat enige verduidelijking in dit artikel moet aanbrengen. Het wordt eenparig aangenomen.

2°) Amendement van de heer Deruelles.
Dit amendement wordt ingetrokken.

3°) Amendement van de heer Verhenne.
Dit amendement wordt ingetrokken nadat de auteur ervan heeft verklaard dat de door hem voorgestelde wijziging aanleiding zou kunnen geven tot moeilijkheden bij de uitvoering.

Art. 28.

Amendement van de Regering.
Dit amendement wordt met algemene stemmen aangenomen.

Art. 29.

Amendement du gouvernement.
Cet amendement est adopté à l'unanimité.

Art. 32.

Amendement du gouvernement.
Cet amendement est adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,

O. BEHOGNE.

Le Président,

P. DE PAEPE.

Art. 29.

Amendement van de Regering.
Dit artikel wordt met algemene stemmen aangenomen.

Art. 30.

Amendement van de Regering.
Dit amendement wordt met algemene stemmen aangenomen.

De Verslaggever,

O. BEHOGNE.

De Voorzitter,

P. DE PAEPE.

TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION.

TITRE II.

EMPLOI ET TRAVAIL.

Chapitre premier. — Office National de l'Emploi.

Section 1. — Dénomination et attributions.

Art. 8.

L'appellation « Office national du placement et du chômage » est remplacée par l'appellation « Office national de l'emploi ».

Art. 9.

L'article 7, § 1, alinéa 3, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par la loi du 14 juillet 1951, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans les conditions que le Roi détermine, l'Office national de l'emploi a pour mission de :

- a) promouvoir et organiser le recrutement et le placement des travailleurs;
- b) promouvoir et organiser la réadaptation professionnelle des chômeurs involontaires;
- c) promouvoir et organiser la formation professionnelle accélérée des adultes, soit en créant à cette fin des centres propres, soit en subsidiant des centres dotés de la personnalité civile et agréés pour la même fin;
- d) intervenir dans la rémunération des chômeurs involontaires d'âge avancé, handicapés ou considérés comme difficiles à placer pour d'autres motifs, qui sont recrutés à son intervention;
- e) intervenir dans les dépenses inhérentes à la sélection, la formation professionnelle ou la réinstallation du personnel recruté par les employeurs en vue de la création, de l'extension ou de la reconversion d'entreprises;
- f) intervenir dans les frais de réinstallation des travailleurs en chômage;
- g) intervenir dans la rémunération des travailleurs touchés par la reconversion de leur entreprise;
- h) promouvoir et organiser la formation et la réadaptation professionnelle ainsi que le reclassement social des handicapés;
- i) assurer, avec l'aide des organismes créés ou à créer à cette fin, le paiement aux chômeurs involontaires et à leur famille, des allocations qui leur sont dues. »

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE.

TITEL II.

WERKSTELLING EN ARBEID.

Eerste Hoofdstuk. — Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

Afdeling 1. — Benaming en bevoegdheden.

Art. 8.

De benaming « Rijksdienst voor Arbeidsbemiddeling en Werkloosheid » wordt vervangen door de benaming « Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening ».

Art. 9.

Artikel 7, § 1, derde lid, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1951, wordt vervangen door de navolgende bepalingen :

« Onder de voorwaarden, die de Koning bepaalt, heeft de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening tot taak :

- a) de aanwerving en de plaatsing van de werknemers te bevorderen en te organiseren;
- b) de herscholing van de onvrijwillige werklozen te bevorderen en te organiseren;
- c) de versnelde beroepsopleiding van de volwassenen te bevorderen en te organiseren, hetzij door met dit doel eigen centra op te richten, hetzij door het subsidiëren van centra die rechtspersoonlijkheid bezitten en tot hetzelfde doel worden erkend;
- d) tegemoet te komen in het loon van de onvrijwillige werklozen van gevorderde leeftijd, minder-validen of die om andere redenen als moeilijk te plaatsen worden beschouwd en die door zijn toedoen worden aangeworven;
- e) tegemoet te komen in de uitgaven die inherent zijn aan de selectie, de beroepsopleiding of het opnieuw installeren van het personeel dat door de werkgevers wordt in dienst genomen met het oog op de oprichting, de uitbreiding of de overschakeling van ondernemingen;
- f) tegemoet te komen in de kosten van nieuwe installatie der werkloze werknemers;
- g) tegemoet te komen in het loon van de werknemers, die door de overschakeling van hun onderneming zijn getroffen;
- h) de scholing, de omscholing en de sociale herscholing van de minder-validen te bevorderen en te organiseren;
- i) met behulp van de te dien einde opgerichte of nog op te richten organismen, aan de onvrijwillige werklozen en aan hun gezin de uitbetaling van de hun verschuldigde uitkeringen te verzekeren. »

Section 2. — *Reclassement des handicapés.*

Art. 10.

Selon les modalités qui sont fixées par le Roi, l'Office national de l'Emploi reprend les attributions du Fonds de formation, de réadaptation et de reclassement social des handicapés institué par la loi du 28 avril 1958, relative à la formation et à la réadaptation professionnelles ainsi qu'au reclassement social des handicapés.

Le Roi fixe notamment la date de dissolution de ce Fonds ainsi que les modalités suivant lesquelles l'Office national de l'Emploi succède à ses droits et obligations et en recueille l'actif et le passif.

Le Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi décide des mesures à prendre en faveur des handicapés ou concernant l'affectation des fonds recueillis à cette fin, sur proposition ou moyennant l'approbation préalable d'un organe spécialisé dont la composition et le fonctionnement sont fixés par le Roi.

Art. 11.

Le Roi prend les dispositions requises en vue d'assurer la concordance des prescriptions de la loi du 28 avril 1958, relative à la formation et à la réadaptation professionnelles ainsi qu'au reclassement social des handicapés avec celles de la présente loi.

Art. 12.

Le Roi prend les mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts des membres du personnel du Fonds.

Ces agents sont transférés à l'Office National de l'Emploi avec maintien de leur grade, de leur ancienneté et de leur traitement.

Section 3. — *Contrats de formation professionnelle accélérée.*

Art. 13.

Les lois concernant la sécurité sociale des travailleurs, ainsi que celles relatives à la réparation des dommages résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles, aux jours fériés, à la réglementation du travail, à la protection du travail et au paiement des salaires, sont applicables aux personnes qui ont conclu, dans le cadre des dispositions réglementaires prises en exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, c), de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par l'article 9 de la présente loi, un contrat de formation professionnelle accélérée avec l'Office National de l'Emploi ou avec un centre agréé, ainsi qu'à l'Office et aux centres agréés.

Les dispositions des lois sur le contrat de travail ou sur le contrat d'emploi ne sont pas applicables aux contrats de formation professionnelle accélérée.

Sur avis du Comité de gestion de l'Office National de l'Emploi, le Roi détermine les clauses obligatoires que doit comprendre tout contrat de formation professionnelle accélérée conclu en application de la présente loi.

Afdeling 2. — *Herscholing van minder-validen.*

Art. 10.

Volgens modaliteiten die door de Koning worden vastgesteld, neemt de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening de bevoegdheden over van het Fonds voor scholing, omscholing en sociale herscholing der minder-validen, opgericht bij de wet van 28 april 1958 betreffende de scholing, de omscholing en de sociale herscholing der minder-validen.

De Koning bepaalt inzonderheid de datum van ontbinding van dit Fonds evenals de regelen volgens welke de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening hetzelfde opvolgt in zijn rechten en verplichtingen en de baten en lasten ervan overneemt.

Op voorstel of mits voorafgaande goedkeuring van een gespecialiseerd orgaan waarvan de samenstelling en de werking door de Koning bepaald worden, beslist het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening over de te nemen maatregelen ten voordele van de minder-validen of betreffende de affectatie van de te dien einde verzamelde gelden.

Art. 11.

De Koning neemt de vereiste bepalingen om de overeenstemming van de voorschriften van de wet van 28 april 1958 betreffende de scholing, de omscholing en de sociale herscholing der minder-validen met die van deze wet te verzekeren.

Art. 12.

De Koning treft de vereiste maatregelen tot vrijwaring van de belangen der personeelsleden van het Fonds.

Die personeelsleden worden overgeplaatst naar de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, met behoud van hun graad, hun anciënniteit en hun wedde.

Afdeling 3. — *Overeenkomsten van versnelde beroepsopleiding.*

Art. 13.

De wetten in verband met de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, evenals deze betreffende de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen en beroepsziekten, de feestdagen, de arbeidsreglementering, de arbeidsbescherming en de betaling van het loon, zijn toepasselijk op de personen die, in het kader van de reglementaire bepalingen, genomen in uitvoering van artikel 7, § 1, lid 3, c), der besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij artikel 9 van deze wet, met de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening of met een erkend centrum een overeenkomst voor versnelde beroepsopleiding gesloten hebben, evenals op de Rijksdienst en de erkende centra.

De bepalingen van de wetten betreffende de arbeids-overeenkomst voor werklieden of de arbeidsovereenkomst voor bedienden zijn niet toepasselijk op de overeenkomsten van versnelde beroepsopleiding.

Op advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, bepaalt de Koning de verplichte clausules welke elke bij toepassing van deze wet gesloten overeenkomst van versnelde beroepsopleiding moet bevatten.

Art. 14.

Les conseils de prud'hommes et, à leur défaut, les juges de paix, sont compétents pour connaître des contestations relatives au contrat de formation professionnelle accélérée. Ils appliquent respectivement à ces contestations, les dispositions des lois relatives à la compétence, au ressort et au mode de déterminer la compétence et le ressort ainsi qu'à la manière de procéder devant eux.

Art. 15.

Les actions naissant du contrat de formation professionnelle accélérée sont prescrites un an après la cessation de celui-ci.

Chapitre II. — Réglementation du marché de l'emploi.

Art. 16.

Dans la mesure où les conditions du marché de l'emploi le justifient, le Roi peut, par arrêté motivé et délibéré en Conseil des Ministres, soumettre à autorisation ou à déclaration préalable l'embauchage, le licenciement et la mise en chômage pendant une période limitée, de travailleurs ou de certaines catégories de travailleurs ainsi que l'instauration ou la modification d'un régime de travail à temps réduit.

Il peut également, dans les mêmes conditions, imposer aux employeurs la notification à l'Office national de l'Emploi, de tout ou partie des places vacantes dans leur entreprise.

Art. 17.

Le Roi peut déléguer au Ministre ayant l'emploi dans ses attributions, le pouvoir de déterminer les modalités particulières d'exécution des mesures visées à l'article 16 de la présente loi.

Art. 18.

Chaque année, le Ministre ayant l'emploi dans ses attributions présente aux Chambres un rapport sur l'application des articles 16 et 17 de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

Art. 19.

Les infractions aux dispositions des arrêtés d'exécution pris en vertu des articles 16 et 17 de la présente loi sont punies d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 26 à 500 francs ou d'une de ces peines seulement.

Chapitre III. — Assurance contre le chômage.

Art. 20.

L'autorité qui exerce le pouvoir de nomination au sein de l'Office National de l'Emploi désigne, parmi les agents de cet Office chargés de rechercher les infractions aux dispositions concernant l'octroi des allocations de chômage, ceux qui disposent des pouvoirs prévus par les articles 22, 23 et 24 de la présente loi.

Art. 14.

De werkrechtshoven en, bij ontstentenis ervan, de vrederechters zijn bevoegd voor om kennis te nemen van de betwistingen omtrent de overeenkomst van versnelde beroepsopleiding. Zij passen op die betwistingen respectievelijk de bepalingen toe van de wetten betreffende de bevoegdheid, het rechtsgebied en de wijze waarop de bevoegdheid en het rechtsgebied worden omschreven en de regeling van de procedure voor deze.

Art. 15.

De vorderingen, die uit de overeenkomst van versnelde beroepsopleiding voortvloeien, verjaren één jaar na de verbreking van deze overeenkomst.

Hoofdstuk II. — Reglementering van de arbeidsmarkt.

Art. 16.

In zover de voorwaarden van de arbeidsmarkt het rechtvaardigen, kan de Koning bij een gemotiveerd en in Ministerraad overlegd besluit de aanwerving, de afdanking en het werkloos stellen gedurende een beperkte periode van werknemers of van sommige categorieën van werknemers, alsmede de invoering of de wijziging van een regime met gedeeltelijke arbeid afhankelijk stellen van een toelating of een voorafgaande aangifte.

Onder dezelfde voorwaarden, kan Hij eveneens die werkgevers de verplichting opleggen de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening in kennis te stellen van alle of van een gedeelte der betrekkingen die vacant zijn in hun onderneming.

Art. 17.

Onder dezelfde voorwaarden kan Hij eveneens aan de werkgevers de verplichting opleggen de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening in kennis te stellen van alle of van een gedeelte der in hun onderneming vacante betrekkingen.

Art. 18.

Elk jaar brengt de Minister, tot wiens bevoegdheid de tewerkstelling behoort, aan de Kamers verslag uit over de toepassing van de artikelen 16 en 17 van deze wet en van haar uitvoeringsbesluiten.

Art. 19.

De overtredingen van de bepalingen der uitvoeringsbesluiten, genomen krachtens de artikelen 16 en 17 van deze wet, worden gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met geldboete van 26 tot 500 frank of met een van die straffen alleen.

Hoofdstuk III. — Verzekering tegen Werkloosheid.

Art. 20.

De benoemende overheid in de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening wijst onder de personeelsleden van deze Dienst, die belast zijn met het opsporen van de overtredingen der bepalingen betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen, degenen aan die beschikken over de machten, bepaald bij de artikelen 22, 23 en 24 van deze wet.

Art. 21.

Ces agents prêtent, entre les mains du Ministre ayant la réglementation de l'assurance contre le chômage dans ses attributions, le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831.

Art. 22.

Les agents désignés à l'article 20 de la présente loi peuvent :

1° pénétrer librement à toute heure du jour ou de la nuit sans avertissement préalable dans tous les établissements, parties d'établissements, locaux ou autres lieux, à l'exception des habitations, où une ou plusieurs personnes sont occupées ou présumées occupées au travail par un employeur;

2° pénétrer entre 7 et 18 heures sur autorisation du procureur du Roi au domicile des travailleurs qui ont sollicité le bénéfice des allocations de chômage et qu'ils peuvent raisonnablement supposer être en infraction à l'égard des dispositions concernant l'octroi des allocations de chômage ou au domicile des employeurs chez lesquels ils peuvent raisonnablement supposer que des travailleurs sont occupés en infraction à l'égard de ces mêmes dispositions. Dans ce cas, la visite devra se faire par deux agents au moins.

Art. 23.

En vue de l'exercice de leur mission, les agents visés à l'article 20 de la présente loi peuvent :

a) interroger, soit seuls, soit ensemble, soit en présence de témoins, l'employeur, ses préposés ou mandataires, les travailleurs et les chômeurs sur tous faits dont la connaissance est utile à l'exercice de leur mission;

b) prendre connaissance et copie de tous livres, registres et documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission;

c) prélever et emporter, aux fins d'analyses sans qu'il en résulte de préjudice appréciable, des échantillons de toutes matières ouvrées ou achevées, de produits et substances utilisés par les travailleurs à domicile, à charge de signaler à ceux-ci que les échantillons sont prélevés et emportés à ces fins.

Art. 24.

S'il est mis obstacle à l'exercice de leurs fonctions, les agents visés à l'article 20 de la présente loi peuvent requérir l'assistance de la police communale et de la gendarmerie.

Ils dressent des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

Une copie du procès-verbal doit être notifiée au contrevenant dans les quatorze jours de la constatation de l'infraction, à peine de nullité.

Art. 25.

Sans préjudice des articles 269 à 274 du Code pénal, les chefs d'entreprises, patrons, gérants, directeurs ou préposés qui mettent obstacle à l'accomplissement de la mission

Art. 21.

Die personeelsleden leggen, in de handen van de Minister onder wie de reglementering van de werkloosheidsverzekering ressorteert, de bij het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed af.

Art. 22.

De in artikel 20 van deze wet aangewezen personeelsleden mogen :

1° vrij binnengaan op elk uur van de dag of van de nacht, zonder voorafgaande verwittiging in alle inrichtingen, gedeelten van inrichtingen, lokalen, of andere plaatsen, met uitzondering van de woningen, waar een of meer personen door een werkgever zijn tewerkgesteld of vermoed worden tewerkgesteld te zijn;

2° tussen 7 en 18 uur, mits machtiging van de procureur des Konings, binnengaan in de woonplaats van de werknemers die om het genot van de werkloosheidsuitkeringen hebben gevraagd en van wie redelijkerwijs mag worden ondersteld dat zij schuldig zijn aan overtredingen van de bepalingen betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen, of in de woonplaats van de werkgevers, bij wie redelijkerwijs mag worden ondersteld dat werknemers tewerkgesteld zijn in overtreding van diezelfde bepalingen. In dat geval, moet het onderzoek door ten minste twee personeelsleden worden gedaan.

Art. 23.

Met het oog op de uitoefening van hun opdracht, mogen de in artikel 20 van deze wet bedoelde personeelsleden :

a) hetzij alleen, hetzij te zamen, hetzij in aanwezigheid van getuigen, de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers, de werknemers en de werklozen ondervragen over alle feiten welke het nuttig is te kennen voor de uitvoering van hun opdracht;

b) inzage en afschrift nemen van alle boeken, registers en documenten die voor het volbrengen van hun opdracht nodig zijn;

c) stalen opnemen en medenemen, om ze te ontfleden, zonder dat hieruit enig merkkelijk nadeel voortvloeit, van alle bewerkte of afgewerkte goederen, van produkten en substanties die door de huisarbeiders worden gebruikt, mits deze ervan in kennis te stellen dat de stalen te dien einde worden opgenomen en medegenomen.

Art. 24.

Indien zij in de uitoefening van hun functies worden gehinderd, mogen de bij artikel 20 van deze wet bedoelde personeelsleden beroep doen op de gemeentepolitie en op de rijkswacht.

Zij maken processen-verbaal op, die bewijskracht hebben zolang het tegendeel niet bewezen is.

Een afschrift van het proces-verbaal moet, op straffe van nietigheid, binnen veertien dagen na de vaststelling van de overtreding, aan de overtreder worden medege-deeld.

Art. 25.

Onverminderd de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek zullen de ondernemingshoofden, werkgevers, zaakvoerders, directeurs of aangestelden, die de uitvoering

des agents visés à l'article 20 de la présente loi ou fournissent des renseignements inexacts, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 26 à 500 francs ou d'une de ces peines seulement.

Art. 26.

En cas de récidive dans l'année à compter de la condamnation antérieure, la peine pourra être portée au double du maximum.

Art. 27.

L'employeur est civilement responsable des amendes mises à charge de ses mandataires ou préposés.

Art. 28.

Les dispositions du Livre I^{er} du Code pénal, y compris le Chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions aux dispositions du titre II de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution.

Art. 29.

L'action publique résultant d'une infraction aux dispositions du titre II ou de ses arrêtés d'exécution est prescrite un an à compter du jour où l'infraction a été commise.

Art. 30.

Sans préjudice des sanctions pénales prévues par l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations de toute nature, qui sont, en tout ou en partie à charge de l'Etat, les travailleurs qui mettent obstacle au contrôle organisé par les dispositions du Titre II, chapitre III, de cette loi ou qui fournissent des renseignements inexacts sont privés du droit aux allocations de chômage dans les conditions déterminées par le Roi.

van de opdracht der bij artikel 20 van deze wet bedoelde personeelsleden verhinderen of onjuiste inlichtingen verstrekken, gestraft worden met gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en met geldboete van 26 tot 500 frank of met één van die straffen alleen.

Art. 26.

In geval van recidive binnen het jaar vanaf de vorige veroordeling, kan de straf op het dubbel van de maximumstraf worden gebracht.

Art. 27.

De werkgever is burgerlijk verantwoordelijk voor de geldboeten die ten laste van zijn lasthebbers of aangestelden worden gelegd.

Art. 28.

De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn toepasselijk op de overtredingen van de bepalingen van titel II van deze wet of van de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 29.

De openbare vordering, die voortvloeit uit een overtreding van de bepalingen van titel II of van de uitvoeringsbesluiten ervan, verjaart één jaar vanaf de dag waarop de overtreding werd begaan.

Art. 30.

Onverminderd de straffen bepaald bij het koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaringen te doen in verband met subsidies, vergoedingen en toelagen van elke aard, die geheel of gedeeltelijk ten laste van de Staat zijn, worden de werknemers, die de bij titel II, hoofdstuk III, van deze wet ingestelde controle belemmeren of onjuiste inlichtingen verstrekken, beroofd van het recht op werkloosheidsuitkeringen onder de door de Koning bepaalde voorwaarden.